

**Comité exécutif du Programme
du Haut-Commissaire**

Distr. restreinte
21 février 2024

Original : anglais et français

Comité permanent
Quatre-vingt-neuvième réunion

Programmes globaux

Résumé

Le présent document fait une mise à jour sur les progrès accomplis en 2023 dans l'exécution des programmes globaux du HCR au soutien des objectifs du Pacte mondial sur les réfugiés. Il retrace les évolutions depuis l'actualisation qui avait été faite à la quatre-vingt-sixième réunion du Comité permanent (EC/74/SC/CRP.3).

I. Introduction

1. En 2023, le HCR a réussi, grâce à ses programmes globaux, à soutenir des millions de femmes, d'hommes et d'enfants déplacés de force, dans un contexte marqué par des conflits nouveaux et en cours, les persécutions constantes et les violations des droits de l'homme. Ces programmes couvrent les domaines suivants : a) moyens d'existence et inclusion économique ; b) interventions en espèces ; c) éducation ; d) sécurité alimentaire et nutrition ; e) santé publique, y compris la santé mentale et la prise en charge psychosociale ; f) abris et zones d'installation ; g) eau, assainissement et hygiène ; et h) énergie et environnement. Le HCR continue de codiriger le Groupe mondial chargé des abris et le Groupe mondial chargé de la coordination et de la gestion des camps.

II. Mise à jour sur les secteurs techniques

A. Moyens d'existence et inclusion économique

2. L'enquête mondiale du HCR sur les moyens d'existence et l'inclusion économique, publiée en décembre 2023 comprend les données de 132 pays représentant 99,6 % de la population réfugiée dans le monde. Cette enquête montre que les réfugiés ont connu une amélioration de la garantie de leurs droits économiques et sociaux, avec une augmentation notable (de 18 % en 2019 à 45 % en 2023) du nombre de réfugiés résidant dans les pays offrant l'accès sans restriction à l'emploi formel. Plus de 50 % des réfugiés avaient aussi le droit d'ouvrir des comptes bancaires, ce qui constitue une étape cruciale vers l'inclusion financière. Il ressort par ailleurs de l'enquête des avancées en matière de protection sociale, avec environ 40 % des pays couverts par l'enquête accordant de l'appui aux réfugiés. Ces tendances positives s'expliquent dans une certaine mesure par les promesses faites et les engagements pris en décembre 2019 par les États au premier Forum mondial sur les réfugiés.

3. Malgré ces évolutions positives, l'enquête indique des défis persistants, dont des obstacles juridiques et pratiques à l'accès aux services, la capacité limitée des collectivités locales et les contraintes financières qui affectent en particulier l'accès des femmes et des grands adolescents à l'emploi formel. Il est important de noter que l'enquête s'étend au-delà des réfugiés pour s'intéresser aussi aux demandeurs d'asile, aux déplacés internes et réfugiés retournés, et aux apatrides. En 2023, l'enquête a montré le type d'environnement favorable à l'accès à l'emploi formel, à l'entrepreneuriat et à l'auto-emploi, qui contribue à promouvoir l'inclusion dans l'économie numérique et garantit le droit d'accès à la terre pour l'agriculture.

4. Une évolution encourageante au deuxième Forum mondial sur les réfugiés, tenu en décembre 2023 à Genève en Suisse, est l'engagement multipartite sur l'inclusion économique et la protection sociale, pris par plus de 200 entités. Les pays d'accueil, les donateurs, les acteurs du développement et le secteur privé faisaient partie des acteurs ayant contribué à cet engagement multipartite visant à améliorer les cadres politiques, à élargir les programmes et à accroître la recherche et les connaissances afin de contribuer à éclairer les interventions futures.

5. En 2023, le HCR a mené de larges consultations afin de mettre au point sa stratégie mondiale 2024-2028 sur les moyens d'existence et l'inclusion économique, qui a aussi bénéficié des contributions faites au titre de l'engagement multipartite sur l'inclusion économique et la protection sociale. Cette stratégie est conçue pour orienter le HCR et ses partenaires dans la promotion de l'inclusion économique des populations déplacées de force ou apatrides, en nouant notamment des partenariats avec les pays d'accueil, des organisations de développement et le secteur privé.

6. Grâce aux systèmes d'information sur les moyens d'existence, 49 opérations ont été soutenues pour le contrôle des activités de moyens d'existence et d'inclusion économique. En partenariat avec CartONG¹, le HCR a apporté de l'appui technique et assuré l'interopérabilité des systèmes. Il a coorganisé des séminaires annuels en ligne afin de faciliter l'utilisation effective du système d'information sur les moyens d'existence.

¹ CartONG est une organisation non gouvernementale spécialisée en gestion de l'information. Sa mission est de mettre les données au service des projets humanitaires, de développement et d'action sociale.

7. En tant que modèle durable d'économie circulaire, l'élevage d'insectes offre de nombreux avantages comme l'amélioration de la nutrition, la création d'emplois, la réduction des émissions de gaz et l'amélioration de la gestion des déchets. Après le succès qu'elle a connu en 2022 et 2023 au Malawi, au Soudan du Sud et au Zimbabwe, le HCR et la Banque mondiale entendent étendre en 2024 cette initiative aux opérations au Tchad, en Éthiopie, au Kenya, au Mexique et en Ouganda.

8. Le HCR a aussi renforcé son partenariat avec le secteur privé afin d'améliorer les possibilités d'emploi et d'auto-emploi pour les réfugiés. L'Alliance pour l'emploi des réfugiés du Forum économique mondial, coprésidée par le HCR et le Groupe Ingka, a œuvré à l'accélération de l'appui multipartite de l'intégration économique des réfugiés à travers le monde.

9. En 2023, l'Initiative conjointe entre la Société financière internationale (SFI) et le HCR a permis d'évaluer les lacunes en matière d'inclusion financière en Équateur, en Pologne, en République de Moldova et en Roumanie. La SFI et le HCR ont coorganisé des événements afin de collaborer avec le secteur bancaire et les régulateurs en Pologne et en République de Moldova. En particulier, l'Initiative conjointe avec le HCR a permis à la SFI de mettre au point une initiative avec Santander Polka afin d'élargir les prêts d'une valeur de plus de 17 millions de dollars E.-U. à des micros, petites et moyennes entreprises appartenant à des réfugiés ainsi qu'à des micros, petites et moyennes entreprises polonaises employant des réfugiés ou fournissant des services à ceux-ci.

B. Éducation

10. Le HCR poursuit la mise en œuvre de sa Stratégie 2030 pour l'éducation à tous les niveaux, avec un accent particulier sur l'inclusion des réfugiés dans les systèmes nationaux, que ce soit en situation d'urgence ou en situation prolongée. En 2024, il procédera à une revue stratégique des principaux domaines afin de réfléchir sur les succès et les défis et de se préparer pour les cinq prochaines années. Au deuxième Forum mondial sur les réfugiés, un engagement multipartite sur l'inclusion des réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux a bénéficié de beaucoup d'appui de la part des donateurs comme le Canada, l'Allemagne et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des institutions financières internationales comme la Banque mondiale, du secteur privé et des pays d'accueil comme la République démocratique du Congo, le Kenya et la Mauritanie. En 2024, une assistance technique sera accordée à un certain nombre de pays pilotes afin d'opérationnaliser le Pacte mondial sur les réfugiés pour une éducation équitable de qualité.

11. En 2023, la quatrième phase du programme HCR et *Educate A Child*, soutenue par la Fondation *Education Above All* du Qatar s'est achevée avec succès. Ce programme a facilité l'inscription dans le primaire d'environ 420 000 élèves déplacés et déscolarisés dans 14 pays. Une nouvelle initiative mondiale appelée « *Primary impact* » a été lancée en 2023 en faveur de l'enseignement primaire dans 16 pays.

12. En fin 2023, le HCR a publié, en collaboration avec une coalition de partenaires, sa première feuille de route mondiale pour l'inscription d'au moins 15 % des réfugiés dans l'enseignement supérieur d'ici 2030². Cette feuille de route énonce cinq voies permettant d'atteindre ce but. Le programme de bourses DAFI (Initiative académique allemande Albert Einstein pour les réfugiés) en demeure la pierre angulaire. En outre, une meilleure coordination dans le secteur a permis d'obtenir au deuxième Forum mondial sur les réfugiés plus de 90 engagements liés à l'éducation, dont un engagement multipartite sur le renforcement des systèmes nationaux et l'inclusion des réfugiés.

13. Resté gardien des données sur l'éducation pour les réfugiés à travers le monde, le HCR a amélioré leur collecte et leur analyse en 2023. Plus de 70 pays ont contribué des données pour le rapport annuel sur l'éducation des réfugiés, ce qui représente une augmentation de près de 50 % par rapport à 2022. En outre, le HCR a collaboré avec l'Agence des États-Unis pour le développement international et la Banque mondiale sur le plaidoyer conjoint et la promotion de la disponibilité des preuves et de l'accès à celles-ci, grâce à

² Disponible à <https://www.unhcr.org/sites/default/files/2023-12/15by30-roadmap.pdf>.

Higher Education Learning Network et au groupe de travail des donateurs de *Building Evidence in Education*.

14. Le programme *Instant Network Schools* financé par la fondation Vodafone a considérablement élargi l'accès à une éducation numérique équitable et de qualité dans des communautés de réfugiés dans six pays, à savoir la République démocratique du Congo, l'Égypte, le Kenya, le Mozambique, le Soudan du Sud et la République-Unie de Tanzanie. Depuis son lancement, le programme *Instant Network Schools* a eu un impact positif sur plus de 274 000 réfugiés et 4 700 enseignants. En 2023 uniquement, il a bénéficié à plus de 81 000 élèves et à 3 900 enseignants.

15. Au Nigéria, au Rwanda et au Zimbabwe, la collaboration avec *ProFuturo* a bénéficié à plus de 25 000 enfants et à près de 1 000 enseignants, favorisant un milieu d'apprentissage numérique connecté pour de meilleures possibilités éducatives. Grâce à *Refugee Connected Education Challenge*, une équipe spéciale pour l'enseignement a été mise en place, avec 15 partenaires. Cette œuvre de collaboration a abouti à des engagements permettant de relever des défis en termes de contenu, de connectivité et de capacité, avec pour but ultime de fournir de façon équitable une éducation de qualité aux réfugiés.

C. Sécurité alimentaire et nutrition

16. En 2023, la crise de la sécurité alimentaire s'est aggravée avec les pénuries de financement humanitaire, présentant de ce fait d'énormes risques de protection pour les personnes déplacées de force. Pour faire face à ce défi, le HCR s'est joint au Réseau mondial de lutte contre les crises alimentaires et a pris activement part aux réunions de son comité directeur supérieur et de son groupe consultatif, ainsi qu'aux discussions techniques. Les nouveaux membres de ce réseau mondial comprennent le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds international pour le développement agricole (FIDA).

17. Le HCR a continué de travailler avec le Programme alimentaire mondial (PAM) sur le Centre de ciblage et d'excellence pour les programmes conjoints (ci-après désigné le « Centre conjoint ») sur l'aide alimentaire et la résilience y relative, ainsi que sur les solutions en matière de sécurité alimentaire. En 2023, le Centre conjoint a apporté de l'appui technique, opérationnel et de coordination à 10 opérations-pays³ et à cinq bureaux régionaux, atteignant environ 40 %⁴ des opérations mondiales du HCR et du PAM depuis 2020. L'appui porte notamment sur l'évaluation conjointe des besoins, l'approche de ciblage et la redevabilité y relative envers les réfugiés, les déplacés internes et les communautés d'accueil vulnérables. Le Centre conjoint a considérablement amélioré la fourniture de l'assistance alimentaire dans les situations complexes, soulignant de ce fait le pouvoir de la collaboration entre le HCR et le PAM.

18. Au deuxième Forum mondial sur les réfugiés, le HCR a codirigé avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le PAM l'engagement multipartite sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et les systèmes alimentaires. Le HCR assure le suivi de l'analyse, du plaidoyer et de l'exécution des engagements reçus, en particulier sur le plan national, ainsi que de l'appariement des engagements politiques sur le plan national avec les ressources des donateurs.

19. En novembre 2023, le HCR et le PAM ont introduit, avec l'aide du Centre conjoint, un cadre commun d'analyse qui est un ensemble d'outils permettant d'orienter leurs opérations-pays pour qu'elles puissent avoir une compréhension commune de la capacité des réfugiés, des demandeurs d'asile et d'autres personnes déplacées de force à satisfaire leurs besoins essentiels. Ce cadre vient combler une importante lacune en termes d'orientation, en ce qu'il rationalise les processus communs et contribue à la mise au point de données comparatives dans les opérations où le HCR et le PAM collaborent.

20. En 2023, diverses formes de malnutrition ont persisté, avec 1 enfant réfugié sur 10 souffrant de la malnutrition aiguë, 1 sur 3 du retard de croissance et 1 sur 2 de carences

³ Bangladesh, République démocratique du Congo, Égypte, Mauritanie, Mozambique, Niger, Soudan du Sud, Ouganda et Zimbabwe.

⁴ Des projets pertinents ont été exécutés au Cameroun, à Djibouti, en Jordanie, au Rwanda, au Soudan et en République-Unie de Tanzanie.

en oligo-éléments. Dans les situations d'urgence, les enfants réfugiés ont connu des niveaux plus élevés de malnutrition, comme au Soudan où 1 enfant sur 3 était touché par la malnutrition aiguë. Pour y faire face, le HCR a renforcé les programmes de prévention et de traitement de la malnutrition. Une meilleure gestion communautaire de la malnutrition aiguë a permis plus de 270 000 admissions, notamment d'enfants, de femmes enceintes ou allaitantes, des personnes vivant avec le virus d'immunodéficience humaine et la tuberculose dans 30 pays ; des programmes de promotion de la nutrition du nourrisson et du jeune enfant ; des interventions d'apport en oligoéléments ; et l'évaluation de la situation nutritionnelle, en vue du suivi et de l'orientation des programmes. En outre, deux sessions de formation ont été organisées pour améliorer la capacité technique et opérationnelle de mieux répondre aux besoins nutritionnels. Trente-et-un participants des neuf pays de la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs et 20 participants des six pays de la région Afrique australe ont pris part à ces sessions de formation.

21. Le HCR a continué de travailler en partenariat avec d'autres organismes des Nations Unies comme la FAO, l'UNICEF, le PAM et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) afin de réduire la malnutrition, conformément au Plan d'action mondial de lutte contre la malnutrition chez l'enfant⁵. En 2023, cinq actions prioritaires ont été identifiées pour accélérer la réponse à la crise alimentaire et nutritionnelle mondiale dans 15 pays parmi les plus touchés. L'inclusion dans cette initiative des populations déplacées de force est importante, étant donné que plus de 4,6 millions de réfugiés vivent dans 12⁶ des 15 pays les plus touchés.

22. L'agriculture offre aux réfugiés beaucoup de possibilités de moyens d'existence, de sécurité alimentaire et d'inclusion économique. En 2023, 54 % des réfugiés vivaient dans les pays sans restriction d'accès à la terre pour l'agriculture, soit 14 % de plus qu'en 2021. Toutefois, il faut davantage d'investissements. Si les acteurs du développement ont effectué beaucoup d'investissement dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, la transformation permettant aux réfugiés et à leurs communautés d'accueil d'avoir la sécurité alimentaire et d'être autonomes et résilients aux chocs climatiques n'est pas encore visible.

D. Interventions en espèces

23. Conformément à sa Politique 2022-2026 sur les interventions en espèces⁷, le HCR a fourni plus de 700 millions de dollars E.-U. à 7 millions de personnes dans 100 pays. Environ 95 % de l'assistance en espèces étaient sans restriction. Les 10 principales opérations du HCR fournissant de l'assistance en espèces sont : Afghanistan, Égypte, Iraq, Jordanie, Liban, Pakistan, Pologne, République de Moldova, Ukraine et Yémen. Il ressort des données de contrôle de 2023 après la distribution que plus de 90 % des ménages interrogés ont affirmé que les espèces avaient amélioré leurs conditions de vie et leur bien-être, et qu'elles constituaient leur mode préféré d'assistance.

24. Étant donné que 80 % de l'assistance en espèces se font par des moyens numériques, cette forme d'assistance est restée un moyen d'inclusion numérique, financière et d'autonomisation, atteignant 36 % des personnes déplacées de force, grâce à leurs propres comptes bancaires et/ou comptes mobiles, ce qui représente une augmentation de 4 % par rapport à 2022. Lorsque les réfugiés ne pouvaient pas avoir accès aux services financiers formels, le HCR a trouvé d'autres voies de leur fournir des espèces, comme les cartes prépayées. Toutefois, 77 % des réfugiés ont dit que cette forme d'assistance ne leur permettait pas de satisfaire plus de la moitié de leurs besoins essentiels, tandis que 60 % ont indiqué s'être engagés dans des mécanismes néfastes d'adaptation. Le HCR a néanmoins documenté l'impact positif de l'assistance en espèces sur la protection au Yémen, ainsi que des bonnes pratiques en la matière et pour la protection de l'enfant en Bulgarie, en Pologne, en République de Moldova, en Roumanie, en Slovaquie et en Ukraine.

25. Chargé de la coordination de l'assistance en espèces dans les situations de réfugiés, le HCR a veillé avec succès à ce que tous ses groupes de travail sur l'assistance en espèces

⁵ www.childwasting.org.

⁶ Bangladesh, Burkina Faso, Tchad, République démocratique du Congo, Ethiopie, Kenya, Mali, Niger, Nigéria, Soudan du Sud, Soudan et Yémen.

⁷ Disponible à www.unhcr.org/media/2022-2026-unhcr-policy-cash-based-interventions.

adoptent le nouveau modèle de coordination. Dans 72 % des cas, ces groupes de travail ont aussi bénéficié du fait qu'ils étaient coprésidés avec des locaux.

26. En 2023, le HCR a gagné un prix pour son utilisation innovante de la technologie *blockchain* pour le décaissement de l'assistance en espèces en faveur des personnes déplacées de force en Ukraine, permettant ainsi une traçabilité en temps réel des fonds. Le HCR a déployé *CashAssist* (son système de gestion des espèces) dans huit autres pays, portant à 35 le nombre total des pays utilisant ce système, pour l'acheminement d'environ 540 millions de dollars E.-U. d'assistance en espèces aux bénéficiaires.

27. En 2024, le HCR entend faire des espèces la principale modalité d'intervention, notamment en situation d'urgence, et les employer comme moyen d'inclusion, établissant des liens entre les personnes et les institutions financières, les activités économiques et les programmes de protection sociale.

E. Santé publique, y compris la santé mentale et la prise en charge psychosociale

28. En 2023, le HCR a continué de renforcer le système intégré d'information sur la santé des réfugiés dans 19 pays et plus de 220 zones d'installation. À travers le monde, plus de 9 millions de consultations médicales ont été effectuées au profit des réfugiés (84 %) et des membres de communautés locales (16 %). Un appui technique a aussi été fourni dans les crises de santé publique, notamment dans les situations en Ukraine et au Soudan.

29. Des pas positifs ont été effectués pour améliorer l'accès des réfugiés aux services de soins de santé. En particulier, le HCR et la Banque mondiale ont tenu avec des pays d'accueil des consultations initiales sur l'évaluation des coûts de l'inclusion des réfugiés dans les systèmes nationaux de santé. Le HCR a aussi contribué à la formation multipartite sur les grandes questions dans le projet santé et déplacements forcés⁸, mené en partenariat avec l'université de Columbia, la Banque mondiale et le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni.

30. Une autre plate-forme innovante de promotion de l'inclusion est le Groupe des amis de la santé pour les réfugiés et les communautés d'accueil mis en place en mai 2023, et convoqué conjointement par le HCR et l'OMS⁹. Les dirigeants de ce groupe comprennent les gouvernements d'Allemagne, du Maroc et des Pays-Bas (Royaume des), ainsi que la Commission européenne, l'Alliance Amal, l'Alliance Gavi, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, l'université Johns Hopkins et l'UNICEF. En préparation du Forum mondial sur les réfugiés, le Groupe a contribué à la mise au point de deux engagements multipartites sur la santé, la santé mentale et la prise en charge psychosociale ayant reçu plus de 150 promesses des partenaires, dont 31 États.

31. La collaboration se poursuit avec l'Organisation internationale du travail en vue de promouvoir la protection sociale en matière de santé pour les réfugiés, grâce au Partenariat en vue d'améliorer les perspectives pour les personnes déplacées de force et leurs communautés d'accueil (PROSPECTS). Des analyses de faisabilité sur l'inclusion des réfugiés dans les systèmes nationaux de protection sociale en matière de santé ont été effectuées en Égypte, en Éthiopie et au Kenya.

32. Le HCR a travaillé avec l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population et l'OMS sur l'introduction d'un nouveau paquet minimum de services pour la santé mentale et la prise en charge psychosociale¹⁰ sur le plan mondial, par des visites d'appui en Éthiopie et au Pakistan. Au Bangladesh et au Pérou, 60 réfugiés et membres du personnel de partenaires nationaux ont commencé une formation fournie en partenariat avec l'université de Columbia sur la manière de devenir des formateurs et des prestataires d'une psychothérapie interpersonnelle en cas de dépression.

33. Dans plus de 50 pays, le HCR et ses partenaires ont apporté un soutien pour la santé sexuelle et reproductive, concernant notamment l'accès aux soins vitaux pour la mère et le nouveau-né, avant, pendant et après l'accouchement, ainsi que pour les services vitaux en

⁸ www.publichealth.columbia.edu/research/programs/program-forced-migration-health/research/big-questions-forced-displacement-health.

⁹ <https://globalcompactrefugees.org/group-friends-health-refugees-and-host-communities>.

¹⁰ www.mhpssmsp.org/en.

faveur des personnes vivant avec le virus d'immunodéficience humaine. Une table ronde a été conjointement organisée par le Centre pour les droits reproductifs, le HCR et l'OMS. Elle regroupait plus de 70 représentants d'organisations partenaires de Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie et de la Slovaquie pour examiner les obstacles persistants à l'accès aux services et à la santé sexuelle et reproductive, en réponse aux violences liées au genre que subissent des réfugiés ukrainiens.

34. Au Burundi et en République-Unie de Tanzanie, le partenariat avec la Fondation mondiale contre le diabète a été davantage renforcé afin d'assurer aux réfugiés et à leurs communautés d'accueil des soins liés aux maladies non transmissibles. Un appui au renforcement des capacités a aussi été apporté aux partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux.

F. Zones d'installation et abris ; eau, assainissement et hygiène ; et énergie

35. Conformément à sa Stratégie opérationnelle 2022-2025 pour la résilience climatique et la préservation de l'environnement, le HCR a réalisé d'autres progrès dans l'atténuation de l'impact du changement climatique, grâce à l'amélioration de l'intégrité technique de ses réponses humanitaires en matière de planification des zones d'installation ; d'abri et de logement ; d'eau, d'assainissement et d'hygiène ; et d'énergie.

36. La stratégie globale de l'Organisation sur quatre ans, relative à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène est en cours d'élaboration. Alignée sur l'Agenda 2030 pour le développement durable et fondée sur le principe de l'inclusion, elle entend faire passer du sauvetage à une fourniture de services durable et inclusive. Dans le cadre de cette orientation stratégique, le HCR continue de contribuer à des programmes d'eau, d'assainissement et d'hygiène résilients, afin de faire face aux risques climatiques par une gestion durable des ressources naturelles, une conservation proactive de l'environnement et une réduction des émissions de carbone.

37. Le HCR a continué à mettre en œuvre un projet de capteurs d'eau intelligents pour des programmes d'approvisionnement en eau intelligents et écologiques, grâce à l'utilisation de la technologie « Internet des objets » et de contrôle en temps réel, visant à améliorer l'efficacité et l'efficacité opérationnelle des services d'approvisionnement en eau. L'installation de capteurs d'eau intelligents, la formation du personnel et des partenaires du HCR et l'utilisation des données pour améliorer la mise en œuvre des activités sont en cours dans 10 pays¹¹.

38. Afin d'améliorer la résilience climatique de ses opérations et de réduire la dépendance vis-à-vis des énergies fossiles, le HCR promeut la solarisation des systèmes d'eau, grâce à un mécanisme de financement innovant. Les coûts des systèmes de pompage solaire sont couverts par un fonds mondial que les opérations du HCR reconstituent en plusieurs années avec les économies réalisées en passant des systèmes alimentés au diesel aux systèmes solaires. Ces économies permettent au fonds de tourner et de faciliter la solarisation d'autres systèmes d'eau. En 2023, les études de faisabilité ont été effectuées et des modèles solaires ont été mis au point pour plus de 40 systèmes d'adduction d'eau en Éthiopie, en Mauritanie, au Rwanda, au Soudan du Sud, au Soudan et en Zambie.

39. En 2023, la collaboration avec *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit*, ou GIZ, s'est poursuivie sur un programme de solutions énergétiques dans les situations de déplacement. Visant l'électrification des ménages et des communautés, la gestion des déchets électroniques et la cuisson écologique, l'initiative a été mise en œuvre en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda. Au Bangladesh, d'importants progrès ont été effectués dans la gestion des déchets électroniques, grâce à la mise en place du Centre d'innovation écologique. En Ouganda et en République-Unie de Tanzanie, la mobilisation avec succès de fonds, grâce à l'appui des banques de développement et du secteur privé, a permis d'entamer la solarisation de 19 autres équipements collectifs. Trente-neuf équipements collectifs (11 établissements scolaires et 28 formations sanitaires) ont été nouvellement solarisés au Bangladesh, en Éthiopie, au Liban, en Mauritanie, au Nigéria et en Ouganda, contribuant

¹¹ Angola, Bangladesh, Cameroun, Iraq, Kenya, Malawi, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie et Zimbabwe.

ainsi à l'accroissement de l'utilisation durable des sources d'énergie renouvelables et à la réduction de l'empreinte carbone.

40. Après qu'un engagement multipartite sur les établissements humains a été annoncé en décembre 2023 au deuxième Forum mondial sur les réfugiés, environ 40 engagements des États (45 %) et d'autres partenaires (55 %) ont été reçus et sont en train d'être analysés. Ces engagements articulent une vision pour des améliorations transformatrices dans la vie des réfugiés et de leurs communautés d'accueil, dans le cadre d'une approche multipartite et de partenariat, sous la direction des gouvernements.

G. Groupe mondial chargé des abris

41. En 2023, le Groupe mondial chargé des abris a soutenu des groupes sectoriels des abris dans 31 pays à travers le monde. Il a atteint 12 millions de personnes ayant besoin d'assistance en matière d'abris et d'articles non alimentaires dans le cadre d'une réponse collective mise en œuvre avec l'appui de plus de 1 000 partenaires à travers le monde. En 2023, au total 662 millions de dollars E.-U. ont été collectés pour l'assistance en matière d'abris et d'articles non alimentaires.

42. Le tremblement de terre ayant frappé l'Afghanistan, la République arabe syrienne et la Türkiye ainsi que les conflits et les violences, notamment en République démocratique du Congo, en Haïti et au Soudan, ont provoqué l'accroissement de la demande du Groupe mondial chargé des abris, y compris l'assistance pour la coordination et la gestion de l'information, tant virtuelle qu'au moyen du déploiement. Pour ce qui est de la réponse au tremblement de terre ayant eu lieu en République arabe syrienne, un appui supplémentaire a été fourni pour l'analyse du contexte et la mobilisation des ressources lors de l'évaluation des besoins pour la réponse d'urgence, et ce, en collaboration avec le PNUD et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains. Une assistance constante, notamment à travers des visites sur le terrain et l'appui à distance pour la coordination et la gestion de l'information, a aussi été fournie en Somalie.

43. Le Groupe mondial chargé des abris est en train d'élaborer sa stratégie pour la période 2024-2029. Le processus y relatif suppose l'engagement des parties prenantes et la définition des priorités pour la promotion d'approches intégrées axées sur les droits en matière d'abris et de zones d'installation. L'appui aux efforts de localisation et l'établissement des liens entre les crises et les solutions à plus long terme feront aussi partie de la stratégie. En outre, le Groupe mondial chargé des abris a mis au point des outils et des orientations en vue de soutenir les groupes sectoriels nationaux pour les abris, afin de réduire l'impact environnemental de leurs interventions.

44. En 2023, le Groupe mondial chargé des abris a introduit un système de classification de la gravité des besoins en matière d'abris permettant de standardiser son évaluation et d'améliorer la prise de décisions axée sur des preuves. À travers le monde, notamment en Éthiopie, au Myanmar, au Soudan et au Yémen, les groupes sectoriels pour les abris ont réagi positivement à ce système.

H. Groupe mondial chargé de la coordination et de la gestion des camps

45. Étant donné que plus de 47 millions de personnes ont besoin de services de coordination et de gestion des camps, le Groupe mondial chargé de la coordination et de la gestion des camps a soutenu en 2023 des groupes sectoriels et des mécanismes de coordination semblables dans 22 pays où plus de 300 partenaires de groupes sectoriels interviennent. L'escalade des violences et des conflits a entraîné une augmentation du nombre de personnes fuyant vers les sites abritant les déplacés internes. Dans ce contexte, le Groupe mondial chargé de la coordination et de la gestion des camps a été davantage sollicité en vue de fournir de l'appui pour la coordination et la gestion de l'information aux plans national et mondial.

46. Sur le plan mondial, le Groupe chargé de la coordination et de la gestion des camps a continué de mettre en œuvre ses objectifs stratégiques par des processus consultatifs et l'engagement des parties prenantes. Afin d'améliorer davantage la capacité de coordination sur le plan national, le Groupe mondial a publié un ensemble d'outils de coordination de groupes sectoriels chargés de la coordination et de la gestion des camps qui énoncent les exigences spécifiques en matière technique et de coordination.

47. Le groupe mondial chargé de la coordination et de la gestion des camps a aussi contribué, en collaboration avec le Conseil norvégien pour les réfugiés, à améliorer la redevabilité envers les populations affectées, par une plus grande utilisation de la plateforme d'engagement communautaire. Il a soutenu la mise au point d'une communauté de pratique pour la coordination et la gestion des camps et d'autres entreprises humanitaires, et a encouragé la collaboration avec les communautés affectées par le déplacement.
